



## L'histoire de 1914 est-elle en train de se répéter ? Une guerre entre l'Europe et la Russie va-t-elle enfin éclater ouvertement ?

Tout le monde a les yeux rivés sur la guerre en Iran. Cependant, le conflit entre l'Europe et la Russie pourrait lui aussi s'intensifier à tout moment. À travers l'Ukraine, les Européens mènent une guerre ouverte contre la Russie : l'ours va-t-il enfin se réveiller et riposter contre l'Europe ?

*Peter Hänseler / René Zittlau*

lun. 25 mai 2026

## Introduction

Le déclenchement de la guerre en 1914 a pris beaucoup de gens par surprise, car ils ignoraient que les Britanniques avaient tendu un piège aux Allemands, qui s'est refermé sur eux durant l'été 1914. Même cent ans plus tard, Christopher Clark a écrit le best-seller « [Les Somnambules : comment l'Europe est entrée en guerre en 1914](#) », laissant entendre que la guerre avait été involontaire et qu'elle aurait pu être évitée. Comme pour toutes les grandes guerres, les Britanniques n'ont rien laissé au hasard : tout était calculé, et le coupable a été identifié dès le premier jour de la guerre : l'Allemagne. Un mensonge qui persiste encore aujourd'hui dans les livres d'histoire. Les Britanniques et les Américains ont également joué un rôle dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Après cette guerre aussi, les deux nations ont réussi à se présenter comme de grands libérateurs (voir notre article « [Le mal l'emportera-t-il ?](#) »).

Si une guerre devait éclater en Europe pour la troisième fois en 112 ans, le coupable serait déjà identifié : la Russie. Depuis 2014, l'Europe et les États-Unis mènent une guerre contre la Russie, jusqu'à présent limitée au territoire ukrainien. Cela pourrait bientôt changer.

En mars/avril 2022, quelques semaines après le début de l'opération spéciale, la Russie a tenté de parvenir à un accord avec les Ukrainiens, ce qui a failli aboutir. Puis Boris Johnson est apparu à Kiev en tant qu'émissaire de la «*Perfide Albion*» et a sauvé la guerre. La grande contre-offensive de l'OTAN qui a suivi, durant l'été 2023, a lamentablement échoué face aux fortifications russes — l'humiliation de l'OTAN fut grande, les pertes de l'Ukraine terribles. Au total, on dénombre 2 millions de morts et des millions de blessés, ce qui correspond à près de 10 % de la population restante en 2026. Les Russes ont probablement subi environ 200 000 pertes ; par rapport à une population totale de 147 millions d'habitants, c'est peu. Pour les familles endeuillées des deux côtés du front, c'est une catastrophe.

La volonté de gagner, la loyauté envers la patrie et la supériorité militaire et stratégique se reflètent, entre autres, dans le nombre de volontaires. En Russie, environ 1 200 volontaires continuent de s'engager pour le front — chaque jour. La situation en Ukraine est exactement l'inverse. Des chasseurs de primes traquent les jeunes hommes comme des animaux, ce qui entraîne une recrudescence des attaques contre eux par la population locale ; même des grand-mères héroïques prennent des bâtons pour se défendre contre cette racaille, car un déploiement au front en Ukraine signifie une mort certaine ou la capture en tant que prisonnier de

guerre. Les troupes régulières ont été tellement décimées que les nouveaux soldats, recrutés de force et ayant suivi un cours intensif de deux semaines, meurent ou désertent.

Même après quatre ans de guerre, les médias occidentaux brosent un tableau différent, bien qu'ils aient de plus en plus de mal à étayer par des faits leurs prédictions propagandistes d'une « victoire » ukrainienne et d'un « effondrement » russe. Pourtant, ce « journalisme » suffit encore à maintenir l'attention des lecteurs les plus naïfs.

---

**« L'Ukraine ne sert désormais plus que de prétexte à  
la guerre ouverte que mène l'Europe contre la Russie  
»**

---

L'OTAN intensifie une guerre dans laquelle, de son propre aveu, elle n'est pas officiellement impliquée directement — mais la réalité est tout autre. À partir de 2022, elle a d'abord fourni de l'artillerie, puis des chars de combat, puis des avions de chasse, puis des missiles, puis des missiles de croisière — le tout dans le cadre d'un accompagnement qui incluait des experts sur place chargés d'entretenir, de programmer et de guider ces armements.

Selon le Service de recherche du Bundestag allemand, [l'Allemagne avait déjà quitté la « zone de sécurité de la non-belligérance » dès 2022](#) en formant des soldats ukrainiens à l'utilisation des armes livrées. Cette analyse et cette évaluation officielles remontent à seulement quatre ans et apparaissent au lecteur de 2026 comme un document datant d'avant-guerre.

Depuis lors, d'innombrables lignes rouges ont été franchies, et nous y avons déjà réfléchi début février 2023 dans [« Des somnambules à l'œuvre : la Troisième Guerre mondiale a probablement déjà commencé »](#). L'escalade à travers l'Europe a récemment atteint un point où même les dirigeants russes, qui s'efforcent de trouver une solution diplomatique, ne pourront plus ignorer les réalités. Les pays européens s'appêtent à déployer des armes nucléaires en Pologne et produisent des milliers de drones – fabriqués en dehors de l'Ukraine – capables d'atteindre et d'endommager des infrastructures situées au cœur de la Russie. Le 22 mai, la brutalité a atteint un nouveau sommet : à Louhansk, une résidence étudiante a été attaquée par plus d'une douzaine de drones – notamment de nuit, alors que tous les étudiants dormaient. Bilan : 21 étudiants morts et des dizaines de blessés. Les similitudes avec la guerre menée par Israël sont frappantes. De plus, ces attaques sont manifestement lancées non seulement depuis l'Ukraine, mais aussi directement

depuis les États baltes. Par ailleurs, dans une interview accordée à la « Neue Zürcher Zeitung » (NZZ) le 18 mai, le ministre letton des Affaires étrangères a même affirmé que l'OTAN disposait des moyens de « raser » les installations militaires russes à Kaliningrad.

Les attaques actuelles ne peuvent plus être qualifiées d'ukrainiennes. L'Ukraine ne sert désormais que de paravent à la guerre ouverte menée par l'Europe contre la Russie.

## L'Europe ne craint pas la guerre

Les escalades décrites ici découlent de la conviction erronée de l'Europe selon laquelle la retenue dont fait preuve la Russie face à des années de provocations occidentales serait un signe de faiblesse. Le fait que les Européens interprètent ainsi cette patience et cette volonté d'apaisement ne fait qu'accroître le risque d'un conflit majeur. Les Russes ont de bonnes — voire d'excellentes — raisons d'éviter une nouvelle guerre directe avec l'Europe. Aucun pays — à l'exception de la Chine — n'a souffert à une échelle aussi apocalyptique pendant la Seconde Guerre mondiale que l'Union soviétique. Cela reste omniprésent dans la société russe d'aujourd'hui. Le président Poutine le sait, et une position de désescalade vis-à-vis de la guerre est la marque d'un président qui respecte et honore les 27 millions de victimes.

Les Européens, en revanche — en particulier les Allemands — ont complètement perdu leur crainte de la guerre, y compris de la guerre nucléaire. Ce ne sont pas de simples suppositions, mais des faits avérés. Par exemple, dès mai 2022, alors que la frénésie des livraisons d'armes en Allemagne prenait véritablement son essor, Friedrich Merz a déclaré qu'il n'avait pas peur d'une guerre nucléaire. Alors que Merz était encore dans l'opposition en 2022, cet imbécile est aujourd'hui chancelier. Quiconque n'a pas peur d'une guerre nucléaire est un imbécile. Les médias allemands minimisent cette déclaration — mais nous verrons ci-dessous que M. Merz pensait exactement ce qu'il a dit.

Aux côtés de Starmer et Macron, cet ancien porte-drapeau de la Bundeswehr mène l'Europe vers la guerre, avec le soutien total de Mmes von der Leyen et Kallas, qui sont manifestement prêtes à donner libre cours à leur russophobie au point d'accepter la chute de l'Europe occidentale.

Ce que ces dames et messieurs semblent incapables de comprendre, c'est que le président Poutine, avec son attitude conciliante et sa bonne volonté envers l'Europe, est parmi les plus patients. L'affirmation maintes fois répétée en Occident selon laquelle la Russie en général, et le président Poutine en particulier, seraient

des agresseurs ne peut être étayée par des faits. En Russie, un débat intense a lieu depuis au moins 2014 sur l'opportunité d'adopter une position plus dure envers l'Europe. De nombreuses personnalités influentes critiquent la stratégie diplomatique du Kremlin. Au vu des politiques irrationnelles de l'Occident, ces opinions recueillent un soutien croissant, et les propositions formulées ne se limitent en aucun cas à des notes diplomatiques de protestation ou à une rhétorique plus dure. La Russie débat actuellement de l'opportunité de ramener à la raison les Européens ivres de guerre par la force des armes, le professeur Karaganov cherchant depuis des années à persuader le Kremlin d'adopter une ligne de conduite incluant l'utilisation d'armes nucléaires contre l'Europe.

## **"La doctrine Karaganov"**

Le professeur [Sergey Karaganov](#) est président d'honneur du Conseil russe pour la politique étrangère et de défense et enseigne à l'École d'économie internationale et d'affaires étrangères de l'École supérieure d'économie (HSE) de Moscou. Bien qu'il ne fasse pas partie du gouvernement russe, son influence sur les opinions des décideurs ne doit pas être sous-estimée.



Sergey Karaganov adopte une position intransigeante – Source : [Karaganov.ru](http://Karaganov.ru)

Karaganov a rédigé un article – un mémorandum – dès juin 2023. Dans cet essai, il replaçait les enjeux du conflit actuel en Ukraine dans un contexte plus large. Il en concluait que la position conciliante et diplomatique du gouvernement ne mènerait à rien, car une Europe en déclin n'avait pas le moindre intérêt à rechercher et à mettre en œuvre une solution diplomatique – c'est-à-dire pacifique.

*« Nous ne devons pas reproduire le “scénario ukrainien”. Pendant un quart de siècle, nous n'avons pas écouté ceux qui mettaient en garde contre le fait que l'élargissement de l'OTAN mènerait à la guerre, et nous avons tenté de gagner du temps et de “négocier”. En conséquence, nous*

*nous retrouvons aujourd'hui face à un grave conflit armé. Le prix de l'indécision sera désormais bien plus élevé.»*

SERGEY KARAGANOV, 13 JUIN 2023

Il estime que la Russie prévaudra sur le champ de bataille, qu'elle conquière uniquement les quatre régions qui appartiennent déjà à la Russie (Donetsk, Lougansk, Zaporijjia, Kherson), des territoires supplémentaires, ou même l'ensemble de l'Ukraine. Cela ne résoudrait cependant pas le problème, car une victoire purement militaire n'apporterait pas la paix et ne réglerait pas la question au fond. C'est la volonté d'agression de l'Occident qui doit être brisée. Cependant, cela ne peut être réalisé par la seule dissuasion nucléaire, car l'Europe occidentale a perdu sa crainte de la guerre — même de la guerre nucléaire. Les déclarations de [Friedrich Merz datant de 2024](#) confirment l'affirmation de Karaganov, Merz ayant notamment déclaré : « *La liberté est plus importante que la paix. (...) On peut trouver la paix dans n'importe quel cimetière.* » Un chancelier ayant une compréhension aussi limitée de la politique n'a naturellement pas non plus peur d'une guerre nucléaire avec la Russie. Dans ce cas, l'Allemagne ne peut que se tourner avec nostalgie vers Helmut Schmidt. L'ancien chancelier allemand (1974-1982), qui a lui-même servi comme jeune officier sur le front de l'Est, a prononcé cette phrase :

*« Ceux qui n'ont jamais connu la guerre mais qui la mènent ou la provoquent eux-mêmes ne se rendent pas compte des terribles dégâts qu'ils causent. »*

HELMUT SCHMIDT

Les Allemands ont tout à fait raison de se demander pourquoi il n'y a plus de politiciens avisés dans leur pays de nos jours.

Selon Karaganov, en tout cas, l'objectif est de rétablir cette crainte de la guerre :

*« Nous devons redonner à la dissuasion nucléaire tout son poids en abaissant le seuil d'utilisation des armes nucléaires, fixé à un niveau inacceptable, et en gravissant rapidement mais prudemment les échelons de l'escalade de la dissuasion. »*

SERGEY KARAGANOV, 13 JUIN 2023

Par conséquent, Karaganov propose le recours aux armes nucléaires afin de rétablir la crainte de ces armes et estime qu'il ne faut pas s'attendre à une riposte, car d'une part les Américains ne mettraient pas leur propre pays en danger et, d'autre part, ils ne sacrifieraient pas Boston pour Posen.

*« J'ai dit et écrit à maintes reprises que si nous élaborons correctement une stratégie d'intimidation et de dissuasion, voire d'utilisation d'armes nucléaires, le risque d'une frappe nucléaire « de représailles » ou de toute autre frappe sur notre territoire peut être réduit au strict minimum. Seul un fou, qui, par-dessus tout, déteste l'Amérique, aura le courage de riposter pour « défendre » les Européens, mettant ainsi son propre pays en danger et sacrifiant un Boston hypothétique pour un Poznan hypothétique. »*

SERGEY KARAGANOV, 13 JUIN 2023

On peut certainement partager l'avis de Karaganov selon lequel la recherche d'une solution diplomatique au conflit n'apportera pas de résultat durable à la Russie ; en d'autres termes, en raison de l'agression stratégique de l'Europe — et des États-Unis également —, la paix avec l'Ukraine, ou ce qu'il en reste, ne sera pas possible.

Je ne considère pas que le plaidoyer de Karaganov en faveur d'une première frappe limitée avec des armes nucléaires — même après une frappe d'avertissement avec des armes conventionnelles, comme il l'a proposé — soit une stratégie judicieuse. Lorsque le président Poutine a été interrogé sur la doctrine Karaganov le 16 juin 2023, il a clairement déclaré : « *Je la rejette* », et a expliqué, entre autres :

*« J'ai déjà dit que le recours à la force de dissuasion ultime n'est possible qu'en cas de menace contre l'État russe. Dans ce cas, nous utiliserons certainement toutes les forces et tous les moyens dont dispose l'État russe. Il n'y a aucun doute à ce sujet. »*

LE PRÉSIDENT POUTINE, 16 JUIN 2023

Néanmoins, le 19 novembre 2024, la Fédération de Russie a mis à jour sa **doctrine nucléaire**. Sergey Karaganov a eu une influence significative sur le débat public et expert qui a précédé la révision de la doctrine nucléaire russe, mais **il n'existe aucune preuve claire** qu'il ait été directement impliqué dans sa rédaction officielle.

Le seuil à partir duquel les armes nucléaires peuvent être utilisées a été abaissé : la Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires en réponse à une attaque conventionnelle (non nucléaire) qui constitue une menace critique pour la souveraineté ou l'intégrité territoriale de la Russie ou de la Biélorussie (en tant que partie de l'État de l'Union). Dans la version de 2020, un seuil plus élevé s'appliquait : une attaque menaçant « l'existence de l'État ». La doctrine a été complétée par une clause dite « d'attaque conjointe » : une attaque contre la Russie (ou ses alliés) menée par un État non doté d'armes nucléaires avec la participation ou le soutien d'un État doté d'armes nucléaires est considérée comme une attaque conjointe des deux États. Cela vise les scénarios dans lesquels l'Occident soutient l'Ukraine. (Texte intégral en anglais : [ici](#)).

La nouvelle doctrine a abaissé le seuil d'utilisation et élargi la constellation de l'attaque.

Je ne peux pas juger si les attaques actuelles des Européens répondent aux critères d'une riposte nucléaire.

Il existe deux autres arguments importants contre un déploiement dans la situation actuelle. Si la Russie — à l'instar des États-Unis en 1945 — venait à lancer une frappe nucléaire, cela ferait d'elle un agresseur nucléaire. Que la doctrine nucléaire autorise ou non un tel déploiement, cela porterait gravement atteinte à la réputation du pays et mettrait à rude épreuve les relations avec les nations amies. De plus, cela abaisserait de manière générale — et en particulier pour Israël et les États-Unis — le seuil de recours à ces armes.

Tout comme en Russie, les partisans de la ligne dure aux États-Unis prônent déjà l'utilisation d'armes nucléaires tactiques. Certains experts (par exemple, ceux de l'Hudson Institute ou de la Heritage Foundation, ainsi que des personnalités telles que Keith Payne et Elbridge Colby dans le contexte plus large de la dissuasion) soutiennent que les États-Unis doivent disposer de meilleurs outils pour assurer leur « domination en matière d'escalade », y compris des armes nucléaires tactiques. Créer un tel précédent ouvrirait la boîte de Pandore. Le risque d'une nouvelle escalade serait nettement plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui, et la fin de l'humanité serait *de facto* à portée de main.

## Escalade conventionnelle

Bien que l'utilisation d'armes nucléaires contre l'Europe ferait plus de mal que de bien dans les circonstances actuelles, la Russie devra réfléchir à la manière d'affronter les Européens afin de mettre un terme militaire à ce conflit — la guerre

contre l'Europe, précisons-le, et non contre l'Ukraine.

### *Oreshnik*

Le livre blanc de Karaganov date de juin 2023 — à cette époque, l'« Oreshnik » n'existait pas encore. Cette arme a été déployée pour la première fois le 21 novembre 2024 contre le plus grand complexe de défense ukrainien, la société « Yuzhmash » à Dnipro. Plusieurs étages souterrains ont été complètement détruits, et cela a été réalisé sans aucune ogive, uniquement grâce à l'énergie cinétique de l'arme. Nous en avons rendu compte dans « [Poutine met l'OTAN échec et mat – Une raison d'espérer ?](#) ».

L'Oreshnik vole à une vitesse de Mach 10, ce qui rend cette arme invulnérable. Les systèmes de défense occidentaux sont efficaces contre des cibles allant jusqu'à une vitesse de Mach 3. De plus, selon les premières estimations, l'Oreshnik dispose de 6 ogives, chacune comportant trois sous-ogives. Ces 18 projectiles au total peuvent être programmés pour frapper différentes cibles et sont navigables individuellement. L'énergie cinétique résultant d'une vitesse de Mach 10 rend à elle seule l'impact de cette arme difficile à imaginer et la rapproche de la puissance destructrice d'une arme nucléaire tactique.

La Russie dispose donc certainement de moyens d'escalade en dessous du seuil nucléaire. En termes d'effet, cependant, ils se rapprochent des armes nucléaires tactiques. L'expert militaire américain Scott Ritter a fourni des informations détaillées sur cette arme le 26 novembre 2025. «[The Oreshnik Factor](#)» — vivement recommandé.

Bien que Karaganov ait mentionné l'Oreshnik lors de ses interventions depuis son premier déploiement, il ne semble pas disposé à l'inclure dans ses considérations stratégiques comme alternative aux armes nucléaires.

### *Stratégie possible*

L'Europe soutient les actions de l'Ukraine depuis bien avant 2022. À l'heure actuelle, les dirigeants européens prônent ouvertement une stratégie de « guerre éternelle » contre la Russie — une stratégie qui ne fait que masquer le rôle de l'Europe en tant qu'agresseur derrière une rhétorique creuse. Les mots seuls ne peuvent convaincre un agresseur du caractère répréhensible de ses actions. La Russie doit faire plus qu'envoyer un signal ; le recours à la force militaire contre l'Europe elle-même est à l'ordre du jour.

Les informations concernant les cibles des attaques, ainsi que leurs coordonnées, proviennent des satellites de l'OTAN et des drones et avions de surveillance. L'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la mer Noire serait une première étape. Les États-Unis ont recouru à cette mesure à plusieurs reprises au cours des dernières décennies ; par exemple, en Irak (1991–2003), en Bosnie-Herzégovine (1993–1995) et en Libye (2011).

L'Occident collectif hurlerait face à une telle mesure et invoquerait le droit international. Un argument faible de la part de pays qui ont créé le problème ukrainien au départ, et qui prônent le génocide au Moyen-Orient, le renversement de Maduro et une attaque contre l'Iran. Cette zone *d'exclusion aérienne* devrait être imposée par une force militaire radicale dès le premier jour.

La deuxième étape consisterait à annoncer que, dans les 24 heures suivant une nouvelle attaque contre des cibles en Russie, une riposte militaire serait lancée contre les installations de production des pays qui fabriquent, fournissent et entretiennent les armes utilisées lors de l'attaque. Une telle attaque devrait alors, toutefois, aboutir à une destruction totale — et ne pas se contenter de servir de signal.

La troisième étape de l'escalade serait alors l'annonce de la destruction des centres de décision en Europe et la mise en œuvre de ce plan. Cela inclut les centres de commandement militaires, les quartiers généraux des agences de renseignement concernées et, en cas d'escalade supplémentaire, les sièges du pouvoir gouvernemental.

## Conclusion

La situation est extrêmement grave pour la Russie. L'OTAN semble s'être habituée à mener la guerre contre la Russie « à distance de sécurité » sans subir de conséquences négatives. Si la Russie ne freine pas immédiatement l'appétit de l'OTAN, cela encouragera davantage la stratégie de l'Occident collectif visant à affaiblir la Russie pour toujours — la «*guerre éternelle*».

Les stratégies et les réponses russes possibles évoquées ici ont l'avantage de conduire à une décision, mais elles comportent également le risque de voir la Troisième Guerre mondiale éclater ouvertement. Une telle escalade ne devrait être préconisée que par ceux qui sont prêts à sacrifier leur propre vie et celle de leurs proches. De tous les côtés du conflit. Cela correspond certainement davantage à la mentalité russe et pas du tout à celle de l'Occident.

Il reste à voir comment la Russie évalue la situation actuelle et quelles conclusions elle en tire. Cependant, le risque d'une escalade à grande échelle est en tout état de cause nettement plus élevé que le public ne voudrait le croire.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Karaganov, Sergey